

**UNION INTERNATIONALE POUR
L'ETUDE SCIENTIFIQUE DE LA
POPULATION
XXVI IUSSP INTERNATIONAL
POPULATION CONFERENCE
Marrakech, 27 septembre- 2 octobre 2009**

Séance 154 : CHANGEMENTS DEMOGRAPHIQUES EN ASIE

Changements démographiques en Asie occidentale et centrale : des transitions contrariées¹

par

Youssef Courbage, Institut National d'Etudes Démographiques, INED, Paris

0. INTRODUCTION

Cette région, l'Asie occidentale et centrale, n'a pas de cohérence réelle. Pour moitié, il s'agit de pays arabes (sans l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne). Pour l'autre moitié, de pays non-arabes, musulmans ou chrétiens. D'habitude ces synthèses portent sur le monde arabe dans son ensemble ou sur le monde ex-soviétique ou encore sur le monde musulman. Les autres pays du groupe, ni arabes ni musulmans, sont parfois rattachés à l'Europe (Turquie, Arménie, Géorgie, Chypre), ce qui ne règle pas le cas de l'Iran. Ni celui d'Israël d'ailleurs. Rattaché parfois à l'Europe (comme ce fut le cas en décembre 2008 avec la décision de rehaussement des relations entre l'UE et Israël), son influence n'en reste pas moins décisive sur les questions du Moyen-Orient, démographiques notamment.

¹ Cette communication s'inspire de Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil, Paris, 2007. Les données ont été actualisées.

La problématique de cette communication est simple. La transition démographique et celle de la fécondité est une réalité universelle. L'humanité s'achemine vers une norme de 2 enfants par femme, ce qui se traduit statistiquement par des indices synthétiques de fécondité de 2,1, voire de 1,85 (l'ISF ultime fixé par les Nations Unies). Dans notre échantillon de 24 pays, un peu moins de la moitié des pays d'Asie occidentale et centrale sont passés en 2009 en phase pré-transitionnelle ou s'en rapprochent à vive allure. L'autre moitié marque des retards plus ou moins sérieux par rapport à cette norme. Nous tenterons d'expliquer ces retards - ou parfois - ces avances, à l'aide des paradigmes classiques de la transition démographique et, en cas d'échec en mettant en exergue les contextes spécifiques : politique, économique, idéologique qui peuvent faire dévier le cours de la transition.

Les phénomènes que recouvre la transition démographique : la mortalité générale et infanto-juvénile, la fécondité générale et légitime, leurs déterminants proches, contraception, mariage, divorce ont été très bien explorés au cours des trente dernières années, grâce à la floraison d'enquêtes spécialisées, depuis les enquêtes CAP, ou WFS jusqu'aux enquêtes récentes de plus en plus sophistiquées. On ne reviendra pas là-dessus. Faute de pouvoir intégrer des dimensions géographiques fines, les données - trop agrégées - ne pouvaient se prêter à des analyses multi-variées. Les coefficients de régressions simples, sont très bas (voir Annexe). La régression multiple est encore plus mauvaise avec un coefficient de détermination corrigé de 0,27 seulement (non-corrigé $R^2=0,46$). Les liaisons entre la fécondité et ces variables : mortalité infantile, alphabétisme des hommes, des femmes, urbanisation, PIB per capita, proportion de musulmans, ne sont pas significatives.

Nous chercherons donc moins à rendre compte des aspects quantitatifs de la démographie de cette région composite, que des aspects économiques ou politiques, idéologiques (religieux), qui nous paraissent décisifs dans ces évolutions contrastées. Le tableau 1 montre les indicateurs suivants: population en 2009, fécondité actuelle et maximale, mortalité infantile, taux d'alphabétisme des jeunes, urbanisation, PIB per capita et, enfin, proportions de musulmans.

Compte tenu du caractère hétérogène des 24 pays de ce groupe², nous avons choisi, par souci de clarté, de les traiter par groupe plutôt que par thématique. Après avoir présenté une moitié du monde arabe (dans sa partie asiatique) et Israël, nous évoquerons la Turquie et l'Iran, les pays ex-communistes d'Asie centrale et du Caucase, et, enfin les trois pays « chrétiens ». Nous concluons enfin sur les points communs et contrastes.

² On aurait pu rajouter un 25ème pays, l'Afghanistan, pays sur lequel on ne connaît presque rien au plan démographique du moins.

Tableau 1: Indicateurs démographiques récents, Asie occidentale et centrale

Pays	POP	ISF		TMI	ALPH	ALPH	URB	PIB	MUS
	2009	ISF	max		15-24	15-24		pc	
					hommes	femmes			
<u>ENSEMBLE</u>	<u>363297</u>	<u>2,58</u>	<u>6,99</u>	<u>29</u>	<u>96,5</u>	<u>92,2</u>	<u>60</u>	<u>9710</u>	<u>91</u>
Arabes	129400	3,58	7,92	27	92,8	83,6	64	9767	97
Irak	30747	3,50	7,30	32	88,9	80,5	67	2300	97
Arabie saoudite*	25721	3,41	8,45	18	89,1	79,4	81	22910	100
Yémen	23580	5,00	8,70	55	93,4	66,8	30	2200	100
Syrie	21906	3,14	7,80	15	95,4	92,0	50	4370	94
Jordanie	6316	3,13	8,00	18	98,9	99,0	83	5160	96
Emirats Arabes Unis*	4599	2,93	7,50	10	93,6	97,0	83	24090	100
Palestine	4277	4,31	8,00	16	99,1	98,9	72	979	96
Liban	4224	1,60	5,74	15	98,4	99,1	87	10050	66
Koweït*	2985	3,24	7,50	9	98,4	98,5	98	49970	100
Oman*	2845	2,85	8,70	12	98,8	97,9	71	19740	100
Qatar*	1409	2,38	7,75	8	99,1	99,0	100	24000	100
Bahrain*	791	2,30	6,21	9	99,8	99,8	100	34310	100
Non-Arabes	233897	2,03	6,48	30	98,6	96,9	58	9679	88
Moyen-Orient	149012	1,95	6,95	26	98,0	95,5	64	11448	99
Turquie	74816	2,09	6,90	26	98,0	94,0	62	12090	99
Iran	74196	1,80	7,00	27	98,0	97,0	67	10800	98
Asie Centrale	69501	2,19	6,04	42	100	100	42	4469	81
Ouzbékistan	27488	2,25	6,80	47	99,4	99,3	36	1680	88
Kazakhstan	15637	1,88	4,56	25	99,8	99,9	53	9700	56
Azerbaïdjan	8832	1,70	5,64	42	100,0	100,0	52	6370	93
Tadjikistan	6952	2,99	6,83	59	99,8	99,5	26	1710	90
Khirghisistan	5482	2,49	5,39	36	99,5	99,7	35	1950	75
Turkménistan	5110	2,22	6,75	49	99,7	99,3	47	6640	89
Non-Arabes, non musulmans	15384	2,15	3,88	17	99	99	74	16081	12
Israël	7170	2,75	4,16	5	99,1	98,0	92	25930	16
Géorgie	4260	1,58	3,00	33	99,8	99,8	53	4770	10
Arménie	3083	1,74	4,49	24	99,7	99,8	64	5900	2
Chypre	871	1,52	3,71	5	99,8	99,9	62	26370	20

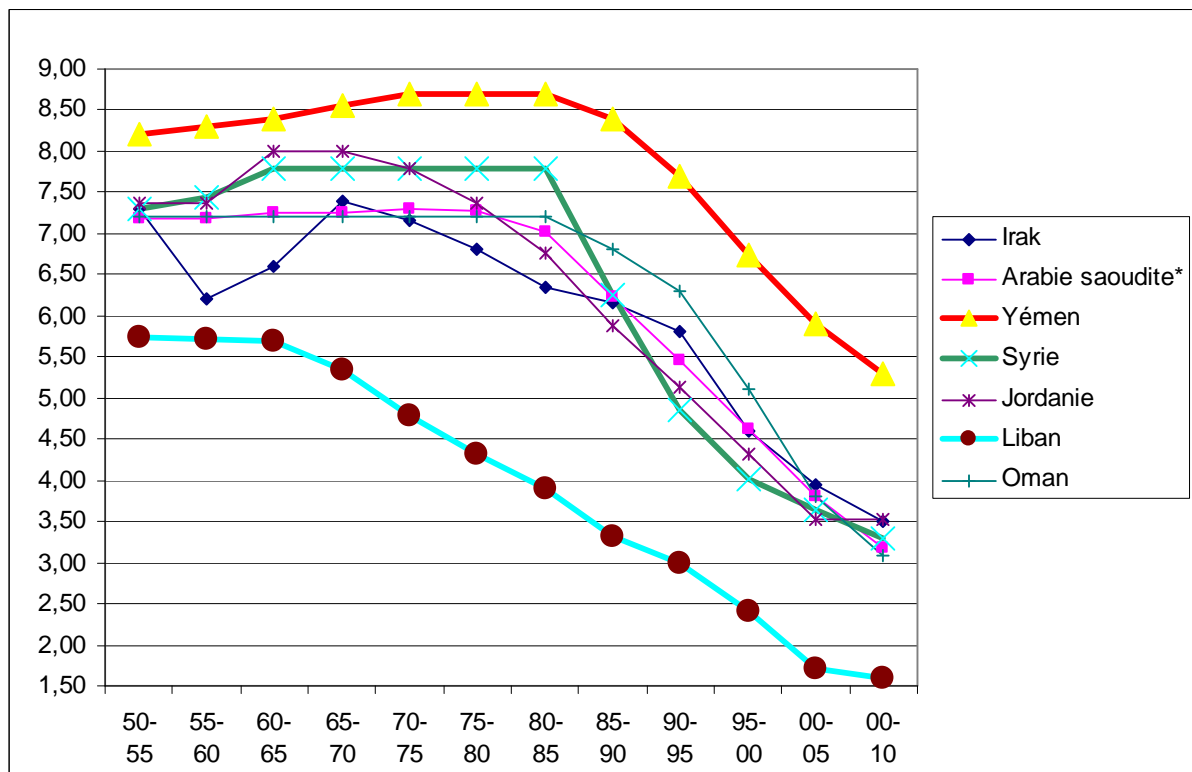
Sources : Sources nationales de préférence : état civil, recensements, enquêtes : WFS, DHS, PAPCHILD, PAPFAM, GULF surveys, à défaut United Nations, World Population Prospects as Assessed in 2008, US Census Bureau, IDB Data Access spreadsheet 2009, Population Reference Bureau, Washington, 2009, Youssef Courbage, New Demographic Scenarios in the Mediterranean, INED, Paris, 2002

*Les données sauf la population totale se réfèrent autant que possible aux populations nationales. Sans les étrangers.

1. PAYS ARABES : CAS GENERAL ET EXCEPTIONS

A l'échelle mondiale, par rapport à d'autres régions en voie de développement : Extrême-Orient, Amérique Latine ... la transition démographique a commencé tard dans les pays arabes d'Asie. Hors le Liban, la fécondité n'a commencé à sérieusement baisser qu'entre 1985 et 1989. Des pays comme la Syrie et la Jordanie, parmi les plus avancés par leurs indicateurs socioculturels, ont connu une transition tardive en tenant compte de leur niveau d'alphabétisation ou d'urbanisation. La dispersion des dates d'alphabétisation, celle où le seuil de 50% d'alphabétisation des 15-24 ans est franchi, s'est accompagnée d'une concentration des dates de déclenchement de la transition de la fécondité.

Graphique 1 : La transition de la fécondité dans les pays arabes d'Asie du Sud-Ouest



1.1. TRANSITION, RENTE ET EFFET DE CLIQUET

Le mécanisme économique celui de la rente pétrolière rend compte de ce paradoxe. Plus qu'ailleurs, les économies du Moyen-Orient arabe furent fondées sur la rente. Tous les pays arabes ne sont pas producteurs de pétrole, mais la rente pétrolière a irrigué et continue à le faire, les économies arabes et, à des degrés divers, toutes les populations, des plus riches aux plus pauvres. Elle a rendu possible l'entretien d'un grand nombre d'enfants. Dans un premier temps, le niveau élevé de la rente a neutralisé les moteurs de la transition comme l'a montré Ph. Fargues³, et pas seulement l'éducation. La baisse de la mortalité, l'urbanisation, l'activité dans l'industrie et dans les services et le déclin du mode de production agricole, n'ont pas déclenché la baisse de la fécondité que l'on aurait escomptée. Dans un contexte très nataliste, la rente pétrolière a rendu moins nécessaire l'ajustement de la fécondité. Dans un deuxième temps, la chute de la rente a brutalement diminué les ressources des familles et provoqué une chute généralisée de la fécondité dans l'ensemble arabe.

1.1.1. DES INITIATEURS VENUS DU SUD

Ce reflux a balayé le monde arabe, une fois n'est pas coutume, dans le sens Sud - Nord. A leur insu, les initiateurs en furent les pays de la péninsule Arabique. L'Arabie saoudite et les Emirats, gros producteurs de pétrole, ont, curieusement, donné le signal de la modernisation démographique, en instaurant de fait une sortie de l'économie de rente.

La valeur des exportations de pétrole a été réduite de moitié entre 1980 et 1985 aux Emirats Arabes Unis et à Bahreïn, de 75% au Koweït et de 87% en Arabie saoudite, le plus pays le plus peuplé et le plus influent outre qu'il est le déversoir le plus important de

³ Philippe Fargues, *Génération arabes, l'alchimie du nombre*, Fayard, Paris, 2000, pp. 81-110.

l'émigration arabe. La baisse du prix du pétrole et celle concomitante du PIB, ont provoqué un effondrement des économies rentières et secoué une démographie que l'on aurait cru immuable. Entre 1985 et 1989, la fécondité a commencé à diminuer.

La fécondité des femmes saoudiennes (sans les étrangères résidentes, à fécondité de toute façon très basse) est tombée de 8,3 dans les années 70 à 6,5 enfants en 1986. La performance aurait pu paraître modeste si la baisse s'était arrêtée. Elle s'est non seulement poursuivie mais amplifiée, 3,4 enfants en 2009. Le contre-choc pétrolier a eu raison du militantisme nataliste du Sultanat d'Oman où la fécondité a baissé de 8,7 enfants avant la crise à 6,65 juste après et 2,90 aujourd'hui. En Irak, où le mécanisme de la rente se combinait avec un conflit ethnique et des rivalités confessionnelles, la fécondité a baissé de 7,3 enfants en 1957 à 5,2 en 1989 et sans doute 3,5 aujourd'hui (mais il est très difficile de fournir des estimations correctes pour ce pays, ravagé par les conflits). Bahreïn (2,3), le Qatar (2,4), le Koweït (3,2), montrent aussi des baisses très fortes de fécondité.

Les étrangers, arabes ou non, y sont massivement présents: environ les trois-quarts de la population aux Emirats Arabes Unis et à Qatar, les deux tiers au Koweït, entre le tiers et le quart en Arabie saoudite, à Oman et à Bahreïn⁴. Cette présence étrangère aurait pu être un frein à la transition de la fécondité. L'Arabie saoudite, en particulier, aurait eu toutes les raisons pour préserver sa forte natalité, car elle se veut plus qu'un simple Vatican de l'islam et voudrait que ses nationaux remplacent les étrangers. Sa population nationale est assez hétérogène : l'Asir se distingue par son peuplement yéménite, sa religion zaydite (variété du chiisme)⁵ et sa fécondité élevée. La région côtière du Hasa fut un temps chiïte, mais son particularisme et sa forte fécondité ont été neutralisés par une

⁴ Dans ces conditions les indices de fécondité tels qu'ils figurent dans les sources internationales, n'ont pas grande signification, parasités par la forte présence étrangère (dont les indices de fécondité sont très bas), d'où leur présentation pour les seuls nationaux.

⁵ Les chiïtes duodécimains, zaydites, ismaéliens etc. seraient de 15% environ en Arabie saoudite.

immigration de sunnites provenant des autres régions d'Arabie. L'Arabie saoudite aurait donc eu plus d'une motivation d'ordre géopolitique à préserver une croissance démographique forte.

Aujourd'hui, la baisse de la fécondité saoudienne se poursuit malgré le vif redressement du prix du pétrole. C'est l'effet de « cliquet », phénomène qui empêche le retour en arrière, à la forte fécondité, lorsque le processus s'est enclenché et malgré la disparition de la cause initiale: la baisse de la rente pétrolière à laquelle a succédé l'abondance. Voici donc un beau paradoxe: l'Arabie, conservatrice et populationniste, où les mœurs se modernisent –avec pour reflet visible la baisse de la fécondité et l'utilisation de la contraception- avec ses multiples implications sur l'autonomie des femmes.

Ces paradoxes se retrouvent dans les cinq Emirats du Golfe. Malgré leur démographie anémique (nationale au moins), leur poids dans la richesse arabe et mondiale, les hisse au rang des nouveaux faiseurs d'opinion, grâce à leurs chaînes de télévision par satellite qui inondent le monde entier⁶.

La flambée du prix du pétrole, a fait de ces micro-états, un pôle d'attraction pour les élites et les petites-bourgeoisies du Machrek et du Maghreb. Les étrangers y sont beaucoup plus nombreux que les autochtones: 78-80% de la population aux Emirats Arabes Unis et à Qatar. Comme en Arabie saoudite, les facteurs qui favorisent la forte fécondité- populationnisme de préférence nationale, rivalités internes entre sunnites et chiites (autochtones ou immigrés)- ont cédé sous la modernisation, encouragée par cette forte présence étrangère, notamment occidentale ou « Arabe-moderne» (qui pèse plus par son influence que par son nombre).

⁶ Surtout *al-Djazeera* du Qatar et *al-Arabiyya* des Emirats Arabes Unis. Elles distillent un message ambigu, fait à la fois d'islamisme conservateur et de modernisme occidentalisant.

1.1.2. LES EXCEPTIONS : RETARDS ET ACCELERATIONS

Ailleurs dans les pays arabes non-pétroliers, la situation est tout aussi complexe et requiert une appréhension des contextes spécifiques.

1.1.2.1. LA SYRIE : UNE TRANSITION BALBUTIANTE

En Syrie la fécondité, qui atteignait des records mondiaux a diminué à partir de 1986. Les Syriens se sont mis à avoir moins d'enfants, jusque dans les campagnes et les bastions de la tradition (Alep). C'est un exemple, parmi tous les autres, de réaction démographique aux rigueurs engendrées par la baisse des revenus pétroliers. La Syrie n'est pas un gros producteur de pétrole mais en bénéficie indirectement. C'est l'un des pays arabes les plus avancés sur le plan éducatif où le seuil d'alphabétisation de 50% a été atteint dès 1946 pour les hommes et dès 1971 pour les femmes. La contraction des ressources économiques s'est produite sur un terrain culturel favorable et la fécondité a chuté, de près de 7,5 enfants entre 1980 et 1985 à 4,25 dès 1986. Après coup, la baisse a très vite ralenti pour devenir presque nulle dans les années 90: 3,5 enfants par femme en 2005, 3,14 aujourd'hui. Ces évolutions contrastées se sont produites dans le cadre d'un discours démographique immuable et à contre-courant.

La Syrie s'affiche populationniste et nataliste, à rebours de presque tous les pays du Sud. Au contraire des régimes égyptien, tunisien, jordanien, ou même yéménite elle n'a jamais encouragé la baisse de la fécondité. Dans les propos officiels comme dans les conversations des citoyens ordinaires, la question démographique prend une forte charge émotionnelle. Ce credo populationniste est un produit de l'histoire compliquée du pays et il faut, pour le comprendre, remonter non seulement aux guerres israélo-arabes, mais au-delà, à la première guerre mondiale. L'espace syrien perçu : le *Bilad el-Cham* composé de la Syrie, du Liban, de la Jordanie, de la Palestine, d'Israël et du Sandjak d'Alexandrette était

alors bien plus vaste que celui de la Syrie effective. Le populationnisme répond à un syndrome de rétrécissement géographique et historique. Les guerres israélo-arabes ont accentué la pulsion populationniste: le nombre a été promu donnée stratégique dans un conflit qui s'éternisait. Nationalisme et démographie vont souvent de pair.

Le désir d'enfant révélé par les enquêtes d'opinion a toujours été très intense et l'État n'a pas eu à intervenir pour garantir une forte fécondité. L'unanimité se faisait autour de la famille idéale, 6,1 enfants dans les années 80, 4,6 enfants aujourd'hui. La Syrie est ainsi l'un des rares pays où le nombre idéal d'enfants est plus élevé que le nombre effectif. Il existe des cas de politiques de contrôle des naissances échouant à transformer les comportements de populations qui n'y sont pas prêtes comme en Egypte après la mort de Nasser. En Syrie, c'est la situation inverse : la fécondité a brutalement baissé, sans que le régime sorte officiellement de sa posture nataliste et malgré la nostalgie de la population pour la famille nombreuse.

De plus il apparaît que les régions et communautés qui ont poussé jusqu'à son terme la révolution démographique pour atteindre des indices de fécondité compris entre moins de 2 et 2,5 enfants par femmes sont celles qui sont les moins nombreuses et les plus proches du régime. Elles sont en porte-à-faux avec la démographie « explosive » de la majorité sunnite (3,83 enfants à Alep, 5,46 à Rakka, 6,21 à Deir el Zor), deux à trois fois plus. Les Kurdes (8%) aux confins de la Turquie, sont également très féconds. Pragmatique, le régime a pratiqué le laisser-faire sans tenter de modifier les déséquilibres démographiques communautaires et régionaux.

On peut établir un rapport entre la patrilinéarité absolue, qui prévaut dans les zones sunnites et le blocage temporaire, la pause de la transition au-dessus de 3 enfants par femme. C'est au-dessous de ce seuil que la probabilité de ne pas avoir de fils

commence à s'élever. Avec 4 enfants, la probabilité d'avoir un garçon, condition d'application du principe patrilineaire est de 94%, si l'on a 3 enfants, de 88%, si l'on en a 2 seulement de 75%. Pour que la fécondité passe au-dessous de 3 enfants par femme, il faut que le quart des couples accepte de ne pas avoir de descendance masculine, une renonciation au principe patrilineaire. Les zones de minorités semblent moins soucieuses de cette patrilinearité absolue et ne sont pas bloquées au-dessus de 3 enfants par femme.

L'hésitation ultime au-dessus de ce seuil, concerne la majorité de la Syrie, mais aussi des pays comme la Jordanie⁷, l'Arabie saoudite et hors de notre zone, l'Egypte.

1.1.2.2. PALESTINE, ISRAËL : OCCUPATION, GUERRE ET FECONDITE

Les Palestiniens ne peuvent être envisagés indépendamment de l'Etat d'Israël, qu'ils soient citoyens de cet Etat, ou habitants de Cisjordanie ou de Gaza, zones englobées dans l'espace de domination israélien. Ce n'est pas une région ordinaire, où les questions démographiques se posent de manière simple. Dans cet espace, la démographie ne peut être dissociée d'un projet politique qui fait de la croissance différentielle des populations de l'Etat, ou de celles qui lui sont soumises, un enjeu stratégique majeur. Des dynamiques relatives des populations juive et palestinienne, dépend l'équilibre de l'Etat et éventuellement sa capacité à englober l'essentiel de la Cisjordanie et de Jérusalem.

Les Palestiniens, l'un des peuples arabes les plus instruits se trouvent engagés dans une compétition démographique qui les a fait dévier d'une trajectoire normale. La fécondité des Israéliennes juives représente, dans le monde développé (PIB per capita de

⁷ La Jordanie n'a pas été couverte ici. Ce pays aux indicateurs socio-économiques et culturels parmi les meilleurs de la région, conserve une forte fécondité (que l'on situe parfois à 3,6 au lieu de 3,2). Sa population est pour moitié composée de Palestiniens, réfugiés des guerres de 1948 et de 1967 et de leurs descendants et pour moitié de Transjordaniens de souche. Il est possible que la forte fécondité puisse traduire des relations, complexes entre minorité et majorité, une certaine nostalgie de la fécondité élevée chez les réfugiés palestiniens, mise à mal chez leurs cousins en Palestine et en Israël.

plus de 30 000 USD), une autre anomalie, jamais observée ailleurs. Avec 2,9 enfants par femmes en 2008, près de deux fois la moyenne de l'Europe, elle se distingue aussi celle des Juifs de la diaspora estimée, à 1,5 enfant par femme, qui tombe, elle, dans les normes européennes. De surcroît, leur fécondité augmente depuis les années 80.

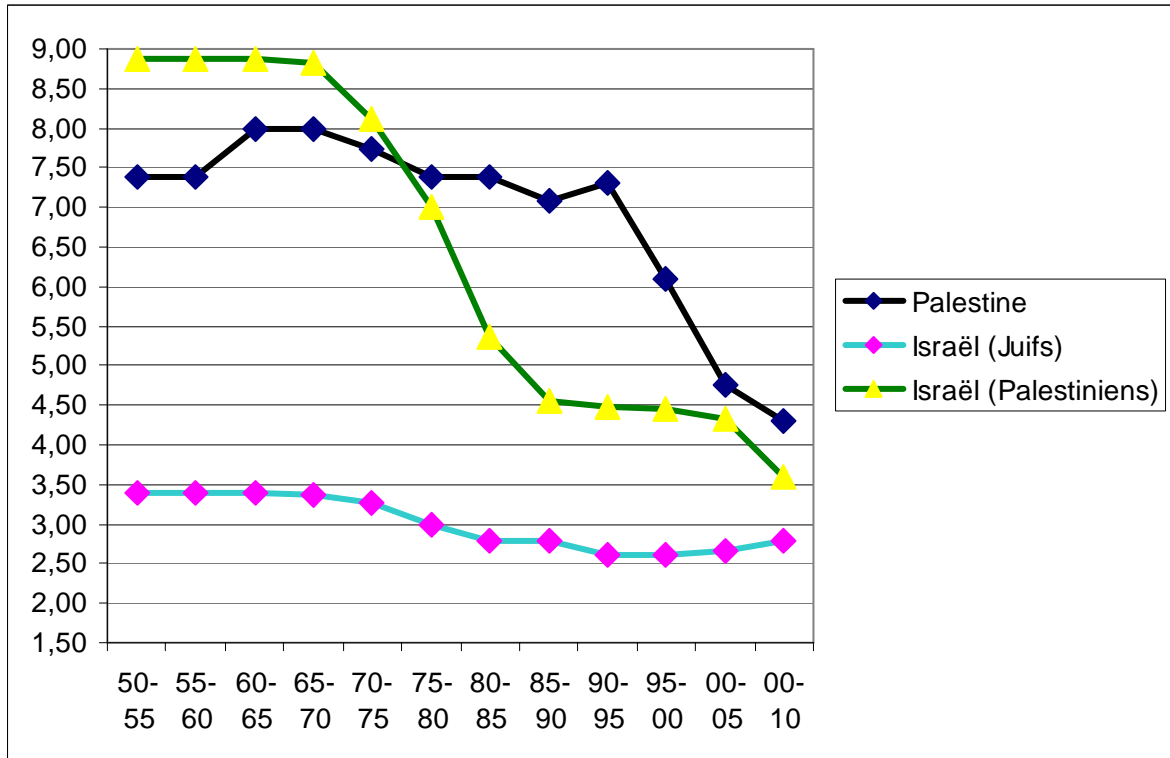
Les Palestiniens semblaient démographiquement protégés par le retard de leur transition. En 2000-2005, les Arabes israéliens, 1,2 millions, 17% de la population de l'Etat avaient une fécondité encore largement supérieure à celle de la population juive. Depuis, une forte convergence se profile. Tandis que la fécondité des Palestiniens citoyens d'Israël diminue, celle de leurs concitoyens juifs augmente: un fait rarissime, sinon inexistant dans la région, voire dans le monde (Graphique 2).

En Cisjordanie et à Gaza, la colonisation de peuplement a non seulement bloqué un temps la transition démographique mais provoqué des remontées de fécondité, y compris chez les femmes les plus instruites. Bien que très élevée en 1985, à 6,4 enfants par femme, malgré un niveau d'instruction et une urbanisation élevés, la fécondité palestinienne a augmenté durant la première Intifada (1987-1993). Les indices de fécondité ont dépassé 7 enfants à partir de 1988 et ont culminé à 7,57 en 1990 (8,76 à Gaza). La fécondité palestinienne résistait au paradigme le plus établi de la transition démographique : l'effet de l'instruction des femmes sur le nombre d'enfants. Même après avoir franchi le cap de l'université, les Palestiniennes persistaient à avoir beaucoup d'enfants.

Le retrait des colons israéliens de Gaza en 2005 a laissé un territoire disputé, la Cisjordanie, où la confrontation démographique se surajoute aux autres confrontations : politique, économique et juridique. L'évolution récente a amené une seconde surprise. La

2^{ème} Intifada, loin de susciter comme la première une remontée de fécondité, a été le signal d'une chute.

Graphique 2 : Transition de la fécondité en Israël et Palestine



On a quelques difficultés à imaginer une transition si rapide dans un contexte aussi nataliste, où la procréation est considérée comme un rempart face à la colonisation et aux menaces de transfert. Les raisons économiques sont évidentes, mais d'autres motifs ont joué. En dépit de la pesanteur de la collectivité, les familles ont fini par évoluer pour elles-mêmes. La baisse révèle une divergence entre valeurs individuelles et sociales. Le couple palestinien a dans une large mesure opté pour une famille restreinte.

La modernisation en cours n'est pas sans risques. Car, à l'inverse des Palestiniens et à l'encontre des idées reçues, les 500 000 colons israéliens en Cisjordanie (305 000) et à Jérusalem-Est ont une dynamique démographique supérieure. Leur fécondité augmente sans arrêt: 4,77 soit 16% de plus que celle des Palestiniens de Cisjordanie, 4,05.

L'immigration est soutenue et leur mortalité, très basse⁸. La sur-fécondité des colons israéliens découle d'une forte demande d'enfants reflet d'une idéologie nataliste et nationaliste, mais a pu se concrétiser grâce aux subventions et aux aides directes et indirectes de l'Etat israélien et des organisations non gouvernementales. A Jérusalem, où la démographie est encore plus instrumentalisée, la fécondité des habitants juifs (des deux parties de la ville Ouest et Est, conquise après la guerre de 1967) est de 4,0 en 2007, autant que celle des Palestiniens dans la Ville-Sainte : 4,0.

1.1.2.3. LE LIBAN, MOINS QUE L'EUROPE

Comme le Liban regroupe de nombreuses obédiences, musulmanes : sunnite, chiite, druze et alaouite et une douzaine de rites chrétiens, la transition démographique doit être lue à la lumière de ses découpages communautaires. Ne serait-ce que pour réfuter les idées reçues. Entreprise ardue car aucun recensement n'y a été réalisé depuis 1932. Parmi ses communautés, la communauté chiite est celle que l'on essaye de scruter le plus minutieusement, car sa montée en puissance numérique, depuis ce comptage, est avérée. Sa progression, elle la devait à une fécondité très élevée. Jusqu'à la guerre libanaise de 1975-1990, les femmes chiites mettaient au monde au terme de leur vie féconde 8,5 enfants; c'était le record dans la région, égalé seulement par les Israéliennes juives ultra-orthodoxes. Le retard de transition démographique des chiites était manifeste par rapport aux sunnites (6,9 enfants), aux druzes (5,3) et aux chrétiens (5,1). Les chiites étaient alors le groupe le plus pauvre et le moins avancé par l'instruction. Leur retard d'alphabétisation

⁸ Plus globalement, concernant la question démographique dans la région du Proche-Orient dans son ensemble, il n'est pas inutile de mentionner que la fécondité de tous les Arabes réunis: 3,58 n'est plus tellement plus forte que celle de la population juive d'Israël (2,9 enfants) et en augmentation régulière depuis 1990. Curieusement, d'aucuns n'hésitent pas à présenter la fécondité israélienne comme modèle : « Europe is lost. It longs for a society which is still able to produce three children per couple », d'après Fiamma Nirenstein, députée member de Forza Italia, Cnaan Liphshiz, Israel should drop apologetic tactics, admit its at war", *Haaretz*, 08/08/2009.

peut expliquer simultanément, la haute fécondité et la forte mortalité. Ils n'ont cependant pas échappé au développement éducatif et à la transition démographique. Vers 1975, leur fécondité commence à baisser. L'instruction, la résidence en ville, l'ouverture aux médias, la mondialisation des esprits ne sont plus l'apanage des seuls chrétiens ou des sunnites et cette modernisation affecte directement le comportement reproducteur des chiïtes, où par un phénomène de rattrapage, la vitesse de transition de la fécondité entre 1971 et 2005 a été la plus élevée: -3,2% de diminution annuelle, que pour tous les autres groupes : -2,3% chez les maronites et les autres chrétiens, -3 % chez les sunnites.

La convergence des indices de fécondité est évidente et, au sortir de la guerre, les communautés apparaissent rapprochées démographiquement. En 2005, la fécondité des femmes chiïtes est tombée à 2,2 enfants, 1,7 pour les maronites. Sur la plupart des autres paramètres, les communautés sont de moins en moins éloignées les unes des autres. Le ménage libanais est partout nucléaire, dans les régions musulmanes chiïtes autant que dans les zones chrétiennes. Les femmes sont chefs de ménage aussi intensément au Liban-Sud chiïte que dans le Mont-Liban plutôt chrétien. La matrilocalité est même plus répandue au Liban sud (14% en 1997) que dans le Mont-Liban (4,3%) ou dans le Liban-Nord à majorité sunnite (11,3%). Le mariage est partout beaucoup plus tardif que dans les pays arabes et les écarts d'âge entre époux, plus serrés. Là aussi les zones chiïtes manifestent une forte propension à la « modernité ». Le Liban n'est même pas franchement divisé par la question du choix entre exogamie et endogamie, puisque les chrétiens n'y sont pas comme ailleurs complètement réfractaires au mariage entre cousins germains : 10,7% au Mont-Liban en 2001 contre 20% au Liban sud. La différence n'est pas insignifiante mais même le taux qui correspond à la région chiïte est quand même beaucoup plus faible que celui de la Syrie où le taux atteint 35%. Mais la fécondité reste l'indicateur qui synthétise le

mieux les évolutions familiales et mentales. Selon ce paramètre, le Liban, dans toutes ses communautés, converge vers un modèle unique de famille de dimension restreinte.

1.1.2.4. LE YEMEN : NORMALITE OU EXCEPTION ?

Aux antipodes du Liban, le Yémen. Malgré sa vertigineuse plongée de 8,70 à 5 voire 6,20 (d'après le Population Reference Bureau), sa fécondité continue à dominer celle de la péninsule Arabique et celle de toute la région. Son faible niveau de vie (PIB per capita de 2 200 USD), sa mortalité infantile élevée (55 p. mille), sa forte ruralité (70%) sont en phase avec le grand retard de sa transition. Mais le pays, compte tenu de son faible niveau d'alphabétisation : 67% chez les femmes de 15-24 ans contre près de 100% dans les autres pays arabes, ne manifeste pas une résistance particulière au contrôle des naissances. Mais cette transition inachevée est-elle seulement le résultat de ces contraintes socioéconomiques? Toujours est-il que des questions demeurent, qui ne peuvent qu'être effleurées faute de pouvoir être résolues : les rivalités avec l'Arabie saoudite (depuis le conflit de l'Asir), les fragilités internes en voie de résurgence entre l'ex-Yémen du Nord et l'ex Yémen du Sud. La faible mondialisation -porteuse de transition vers la modernité- aggravée par l'analphabétisme, la ruralité et le relief accidenté du pays. Le tribalisme, plus répandu qu'ailleurs.

2. LES PAYS NON-ARABES

C'est un fourre-tout qui comprend 2 pays du Moyen-Orient, des pays d'Asie Centrale et du Caucase et une île méditerranéenne, certains pays ont des majorités musulmanes, d'autres pas.

2.1. L'IRAN DEVANCE LA TURQUIE

Ces deux pays ont des relations complexes avec l'Europe et le monde arabe. Deux puissances régionales de taille équivalente (75 millions d'habitants), qui ne sont pas au même stade de leur transition démographique. L'un frôle le seuil symbolique de 2,1 enfants par femme, l'autre l'a enfoncé. La différence des indices de fécondité, de 2,09 pour le premier, de 1,80 pour le second, est intéressante, car les décimales ont ici leur importance. La Turquie, frappe aux portes de l'Europe. L'Iran, au contraire, semble rejeter le modèle européen.

La fécondité iranienne effective et la politique officielle ont été en déphasage sous l'ancien régime. Malgré la politique de planning familial instaurée par le Shah, la fécondité de 8 enfants n'avait, à la fin du régime, baissé qu'à 7. La forte baisse de fécondité à partir de 1986 est, contrairement aux attentes, synchrone de la révolution islamique (1979). A ses débuts, l'ayatollah Khomeiny voulait, pour des raisons idéologiques et stratégiques (guerre avec l'Irak), démanteler le programme de planning familial. Le réalisme et peut-être la tradition chiite de l'*ijtihad* (interprétation) conduisirent le clergé à ne pas mettre fin à la distribution gratuite de contraceptifs dans les dispensaires, ou à leur vente dans les pharmacies⁹.

Comme dans les pays voisins, la chute du prix du pétrole a imposé une rationalisation des choix démographiques. Le couronnement de ces évolutions fut l'adoption officielle, en 1989, d'un 2^{ème} programme de planification familiale, dont le président Ahmadinejad a fini par trouver qu'il avait trop bien réussi. Il voudrait un Iran de 120 millions d'habitants, soit 50 millions de plus qu'actuellement. En 2007, il s'est

⁹ Marie Ladier-Fouladi, « Démographie, femme et famille : relations entre conjoints en Iran post-révolutionnaire », *Revue Tiers-Monde*, N° 182, avril-juin 2005.

emporté contre la basse fécondité et contre la norme des 2 enfants par famille, réagissant peut-être à l'interview d'Emmanuel Todd¹⁰, qui présentait la baisse de la fécondité comme un signe de modernisation et de rapprochement avec l'Europe. Il y a peu de chances pour que ses conseils soient suivis d'effet.

Aussi peu d'ailleurs que les recommandations de Necmettin Erbakan, ancien premier ministre turc et chef du parti islamiste *Rafah*, qui avait exhorté son peuple « à faire au moins 4 enfants », « car la population est la puissance par laquelle nous établirons le droit dans le monde... Les imitateurs de l'Occident essaient de faire décroître notre population ». Autrement dit, les injonctions des hommes politiques mêmes charismatiques, ont, sauf rares exceptions (Bourguiba, Nasser...), peu d'effets sur les préférences de la population.

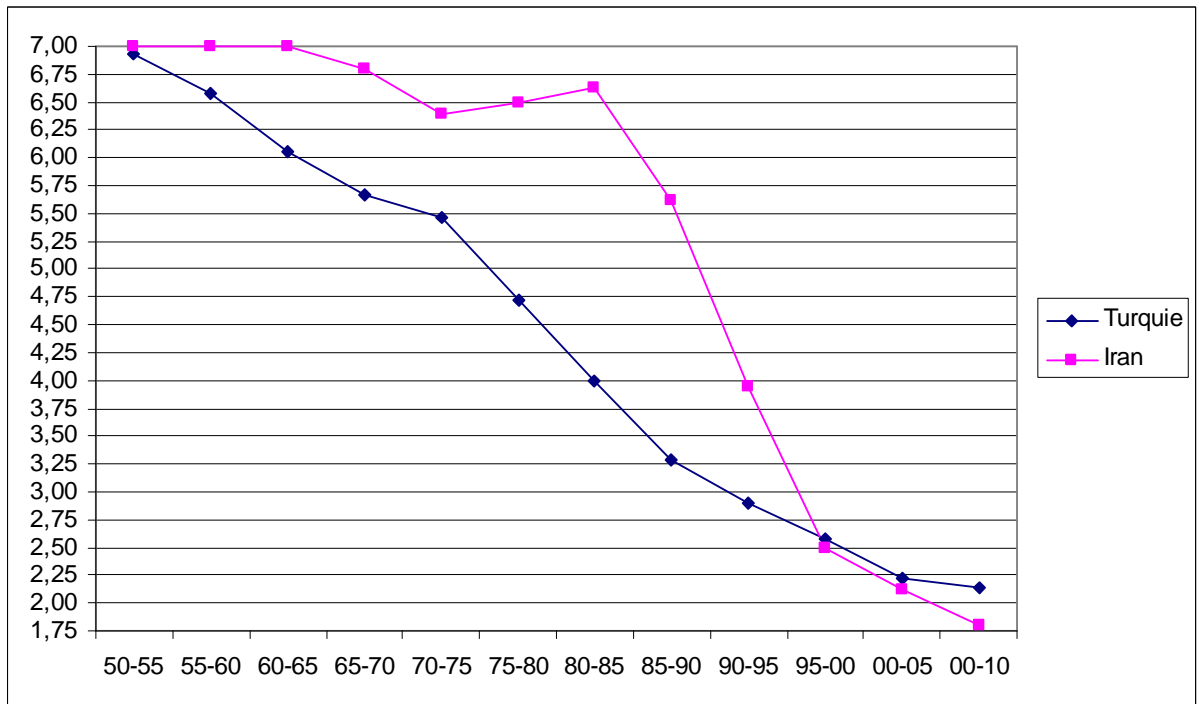
Pourquoi la fécondité iranienne est-elle désormais, contrairement à toute attente, plus basse que la fécondité turque? (graphique 3). Avec des PIB *per capita*, très proches, l'Iran est un plus urbanisé. Mais, le seuil des 50% d'alphabétisées a été passé par les femmes turques dès 1969, par les femmes iraniennes en 1981 seulement. La République islamique, apparemment plus dynamique culturellement, a comblé ce retard et bénéficie désormais d'une alphabétisation des jeunes femmes un peu plus complète, de 97%, contre 94 % en Turquie. Mais la différence n'est pas forte.

Et les minorités? La présence de phénomènes minoritaires à caractère politique peut peser sur la fécondité, comme ceci a été montré plus haut. Des minorités musulmanes existent en Turquie, à côté de quelques dizaines de milliers de chrétiens. Ce ne sont pas ces minorités qui pourraient influencer la démographie, mais bien la minorité kurde, plus ou moins 20% de la population. L'Iran chiite a également ses

¹⁰ Emmanuel Todd, « Les Etats-Unis sont plus dangereux que l'Iran pour la paix », Entretien avec Philippe Cohen, *Marianne*, 7-15 octobre 2006.

minorités musulmanes: les sunnites sont 9%. Sur le plan ethnolinguistique, l'Iran est encore plus composite que la Turquie, puisque les Persans constituent 51% de sa population, pour 24% d'Azéris, qui parlent une langue turque, et 7% de Kurdes dont la langue est, comme le persan, indo-européenne.

Graphique 3 : La transition de la fécondité en Iran et en Turquie



En Turquie le critère ethnique est significatif, il ne l'est pas en Iran. Cette différence se reflète sur la démographie. La fécondité turque est marquée par l'ethnicité puisque plusieurs régions, marquent le pas. En Iran, la transition démographique s'est mieux diffusée à l'ensemble du territoire. Les indicateurs démographiques régionaux révèlent la coexistence, sur le territoire turc, de trois phases démographiques distinctes. Un régime « européen », qui s'est propagé par ondes successives à partir des deux capitales : Istanbul et Ankara, c'est la Turquie d'Europe et la côte d'Asie mineure, la mer noire, où la fécondité est inférieure au seuil de remplacement et parfois plus basse encore à 1,6. Au centre, en Anatolie, la transition est en route avec des indices inférieurs à 3,0.

Plus à l'est, le Kurdistan, dans sa partie turque, reste une zone de forte fécondité. Dans ces confins de la Turquie, le nombre d'enfants est élevé, anormalement si l'on tient compte des facteurs socio-économiques ou éducatifs : 5, parfois 6 enfants. Elle est également forte dans l'ex-Sandjak d'Alexandrette où vivent les Arabes.

Le particularisme démographique kurde est également visible au nord de la Syrie, dans les provinces de Hassakeh et Deir el Zor, dans les faubourgs d'Alep. L'Iran semble y échapper dans les zones de peuplement kurde. Ce qui frappe dans la carte régionale de la fécondité iranienne comparée à celle de la Turquie, c'est la convergence de la fécondité kurde avec celle des autres Iraniens : 1,9 à Kordestan, 1,8 à Kermanshah et à Ilam, 2,5 en Azerbaïdjan-Ouest. En Turquie, la fécondité du Kurdistan (Région du Sud-Est de l'Anatolie) atteignait encore, en 2001-2003, 4,2 enfants par femme, contre 1,8 dans les régions de l'ouest et du centre du pays. Pour retrouver une fécondité différenciée par l'ethnie en Iran, il faut aller dans le Khouzistan, où vit une minorité arabe qui représente 3% de la population de la république¹¹.

2.2. LES EX-REPUBLIQUES SOVIETIQUES D'ASIE CENTRALE

Dans les ex-républiques soviétiques : Ouzbékistan, Kazakhstan Azerbaïdjan, Tadjikistan, Kirghizistan, Turkménistan, l'islam a pu influencer la démographie mais l'idéologie communiste, aussi. Où en est-on de ces influences antithétiques après deux décennies d'indépendance?

¹¹ Les différences intra-musulmanes expliquent-elles des différences comportementales ? L'Iran et l'Azerbaïdjan chiïtes ont des fécondités plus basses que celles des pays sunnites. A l'intérieur des pays, les confessions dérivées du chiïsme : druzes du Liban, de Syrie et d'Israël ont des fécondités moindres que celle des sunnites. Il en est de même en Syrie. Hormis les facteurs de contexte qui rendent compte de bien des évolutions : Liban, Irak, Yémen, Arabie saoudite (province du Hasa), il y aurait peut-être chez les chiïtes, des éléments de dogme qui les prédisposeraient à la modernité -ou au pragmatisme- démographique. Mais cette différence qui reflète peut-être le passé récent, n'est en rien permanente.

Le régime soviétique avait fait de l'alphabétisation de masse une de ses priorités et a, dans ce domaine, produit une notable accélération. Pour les républiques musulmanes d'Asie centrale, les seuils d'alphabétisation de 50% ont été franchis entre 1940 et 1950 pour les hommes, entre 1950 et 1960 pour les femmes, clairement dans le peloton de tête des sociétés musulmanes, devançant largement les pays du Moyen-Orient.

Influence de l'éducation obligeant, leur fécondité d'après-guerre était déjà plus basse qu'au Moyen-Orient. La transition démographique de l'Asie centrale et du Caucase musulmans a donc été précoce. En Azerbaïdjan, la fécondité décroche vers 1965, 20 ans avant celle de l'Iran, pour prendre en compte ces deux pays chiïtes. La date est la même pour le Kirghizistan et le Kazakhstan, peuplé à l'époque il est vrai, à moitié de Russes. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan décrochent en 1973, bien avant les pays arabes, dont la transition n'intervient que vers 1985. Aucun effet retardant de l'islam (ou de celui du principe patrilinéaire) commun à ces sociétés, ne peut être observé. Une fois que l'alphabétisation est réalisée, la baisse de la fécondité suit. Pour tous ces pays, la fécondité actuelle montre que la planche des trois enfants par femmes a été dépassé. L'Azerbaïdjan se distingue par un indice de fécondité particulièrement bas, nettement inférieur au seuil de reproduction. A 1,70, le pays est proche de bien des provinces de l'Iran voisin, où vivent d'ailleurs la majorité des populations azéris.

Mais la modernité démographique emprunte parfois des chemins tortueux. Pour la limitation des naissances, les méthodes soviétiques restent toujours d'actualité. Les musulmanes d'Asie centrale se marient tôt, vers 20-21,5 ans. 1 à 5% seulement restent définitivement célibataires. Laisse à elle-même, la précocité du mariage produirait une fécondité élevée, d'où un contrôle des naissances drastique, ici plus qu'ailleurs dans les pays musulmans, où le mariage est devenu très tardif. Or, loin de tirer parti de la tolérance

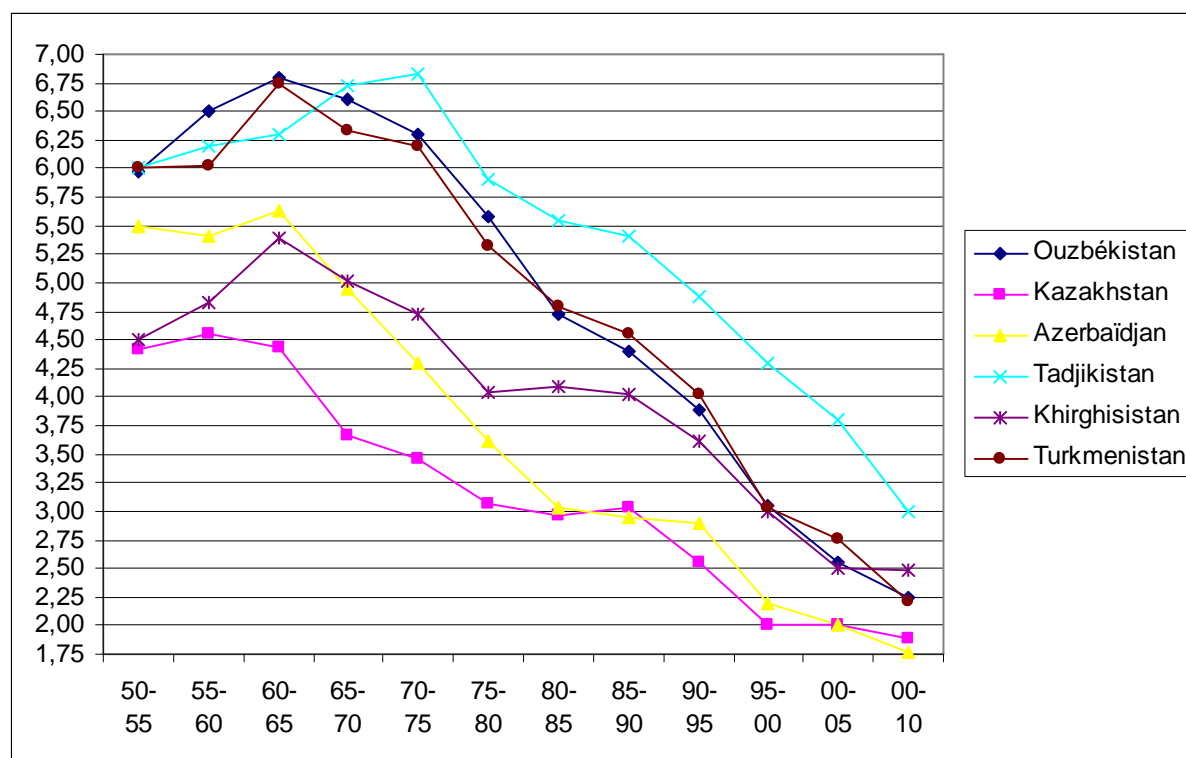
de l'islam à la contraception, les musulmans de l'ancien monde communiste y ont peu recours. Ils lui préfèrent l'avortement, lequel est réprouvé par cette religion. Il s'agit d'un héritage de l'ère soviétique. La résistance aux moyens contraceptifs modernes vient de ce que la mémoire collective a conservé le souvenir de la mauvaise qualité des produits soviétiques, contraceptifs compris. Les taux de prévalence sont parmi les plus bas au monde: en Azerbaïdjan, 20% seulement des femmes mariées utilisent une méthode moderne (33% au total), au Tadjikistan 27% et leur progression, hésitante.

Mais surtout, l'habitude est restée d'une utilisation massive de l'avortement, clairement héritée de l'époque communiste. Les musulmans soviétiques ont, sans états d'âme, tiré le meilleur parti de la législation soviétique pour réduire les grossesses non désirées. Vers la fin de l'Union soviétique en 1988, la réglementation de l'avortement se libéralisait par rapport à l'ère stalinienne. C'était la contraception des pauvres. Malgré leur incomplétude - il y a des réticences à déclarer un avortement légal ou clandestin -, les chiffres atteignent des sommets. En Ouzbékistan, pour 2,4 enfants qui naissent, 1 fœtus est avorté. Il en est de même au Tadjikistan, au Turkménistan et au Kirghizistan. Au Kazakhstan, on approche de la parité : 1,4 avortés pour 1,9 nés. Le record est détenu par l'Azerbaïdjan chiïte, avec deux fois plus d'avortements par femme que de naissances : 3,2 contre 1,7! Par leur démesure, ces chiffres montrent que la tradition soviétique a été plus décisive que l'islam dans le contrôle de fécondité.

Autre surprise, ces pays sont parmi les plus mal placés pour la mortalité infantile. Leurs taux sont en déphasage avec les indicateurs économiques, sociaux et culturels. Les enquêtes récentes du type *Demographic and Health Surveys* donnent des valeurs plus fiables que l'état civil hérité de l'ère soviétique, souvent déficient. Elles montrent que, contrevenant à la loi universelle de baisse de la mortalité, celle-ci a pu augmenter. En

Azerbaïdjan, la mortalité infantile, qui était de 86 p. mille en 1989, a d'abord baissé à 74 pour mille en 1994, mais est remontée à 81 en 1999. Elle est toujours de 42 p. mille en 2009, bien plus qu'en Iran : 27 pour mille. Le record est atteint par le Tadjikistan, avec 59 p. mille¹².

Graphique 4 : La transition de la fécondité en Asie centrale et dans le Caucase



Les taux de mortalité infantile sont en général très dépendants du niveau éducatif d'une population. Les anciennes républiques soviétiques semblent s'être affranchies de cette loi; leur niveau culturel n'y empêche pas la persistance d'une mortalité très élevée durant l'enfance. Dans la mesure où ces pays tirent tout le parti nécessaire de leur haut niveau culturel pour avoir une fécondité basse, ces mauvais résultats peuvent être le

¹² Bien que très élevés, ces taux pourraient être sous-estimés, Rebecca Anthopolos and Charles Becker, « Global infant mortality : initial results from a cross-country infant mortality comparison project », Congrès de Marrakech, 2009, donnent pour le Kirghizistan un taux de 68 p.mille, plutôt que 36.

résultat d'une négligence qui a un sens. Peut-être un complément au contrôle des naissances obtenu surtout par l'avortement¹³?

2.3. LES PAYS NON-ARABES, NON-MUSULMANS

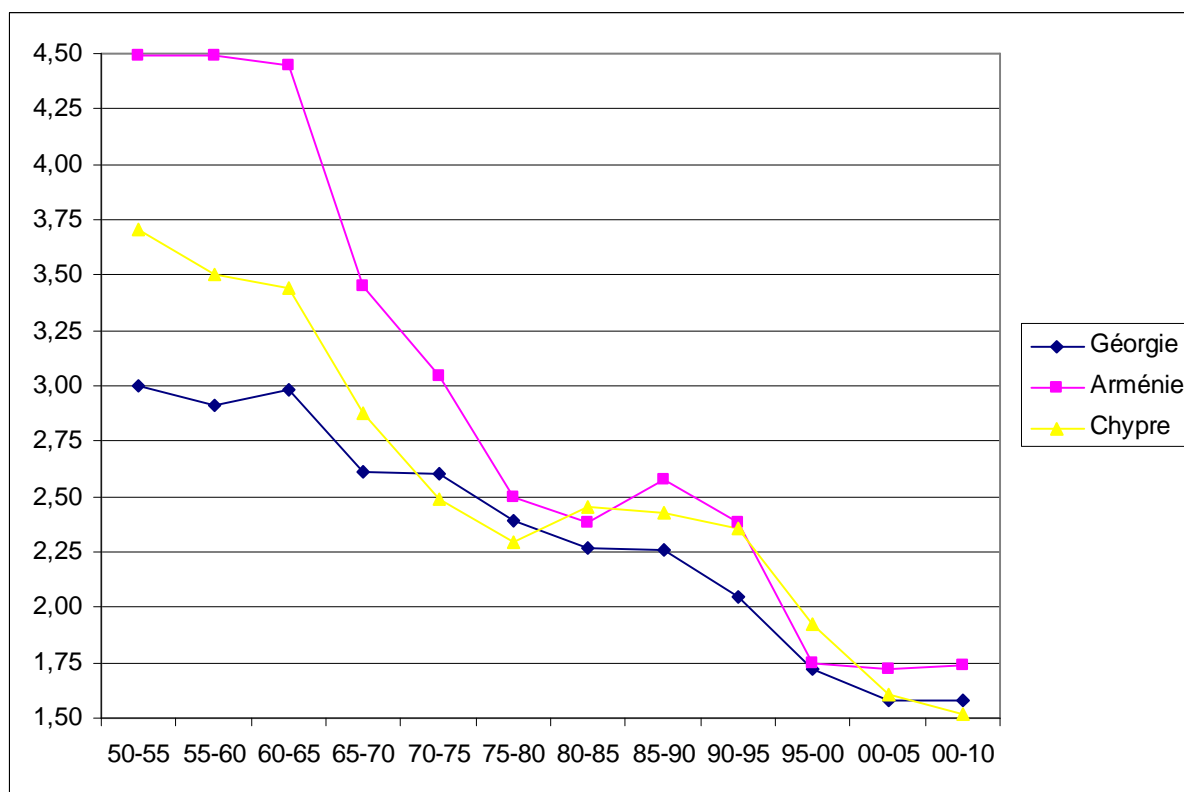
La Géorgie et l'Arménie, deux pays ex-soviétiques chrétiens, préparent-ils l'avenir démographique de leurs voisins musulmans? Avec une fécondité qui s'est enfoncée dans des zones très basses : 1,58 en Géorgie, 1,74 en Arménie (peut-être moins : 1,40 dans l'un et l'autre pays selon la dernière enquête DHS qui date de 2005), et, autant à Chypre. Pour revenir à la politique, constatons que les conflits internes ou externes, qui ont ravagé ces trois pays, n'ont pas suscité de hausse de fécondité. On voit mal les rivaux Arméniens et Azéris jouer la « carte du nombre » ou la « guerre des berceaux ». Idem pour les Géorgiens, les Ossétiens et Abkhazes ou les Chypriotes grecs et turcs. S'il y a eu influence ce serait plutôt à la baisse.

L'empreinte soviétique a été tellement forte que les différences religieuses, entre musulmans et chrétiens, sont faibles. La transition de la fécondité a été obtenue comme chez leurs voisins musulmans grâce à l'avortement plutôt qu'à la contraception. En Géorgie, on compte deux fois plus d'avortements que de naissances (indice synthétique d'avortement : 3,1, indice synthétique de fécondité : 1,6 en 2005). En Arménie, on est à parité avec un indice synthétique de 1,8 pour les avortements de 1,7 pour la fécondité en 2005. La contraception laisse toujours mauvaise impression, comme chez leurs voisins musulmans: moins de la moitié des femmes mariées y ont recours en Géorgie, et les méthodes modernes y sont moins répandues que les méthodes traditionnelles. Tout comme en Arménie où seules 19,5% des femmes acceptent les procédés modernes. Là

¹³ Susan Scrimshaw, "Infant mortality and behaviour in the regulation of family size", *Population and Development Review*, september 1978, pp. 383-403, avait attiré l'attention sur l'instrumentalisation de la mortalité des enfants.

aussi, les taux de mortalité infantile de 24 p. mille pour l'Arménie et surtout de 33 p. mille pour la Géorgie sont très élevés, pour des pays de bon niveau socioculturel. Ils peuvent faire croire à une utilisation de la mortalité infantile comme ultime recours d'ajustement de la fécondité. L'île de Chypre échappe tant à l'avortement -le taux le plus bas du monde- qu'à la surmortalité infantile. Comme dans le Liban voisin, la régulation des naissances passe par le grand retard du mariage : 31 ans pour les femmes, 34 ans pour les hommes et par la contraception.

Graphique 5 : Transition de fécondité dans les pays non-arabes et non-musulmans



3. CONCLUSION: CONFLITS, ISLAM, PATRILINEARITE ET FECONDITE

En toile de fonds de cet ensemble hétéroclite, un dénominateur commun malheureux: la paix y a été et reste encore une denrée rare. Plusieurs décennies de guerres civiles, souvent très longues, ou régionales ont bouleversé la démographie : surmortalité (dont celle des enfants), migrations forcées, célibat provisoire ou définitif, ruptures des liens familiaux et des marchés matrimoniaux...

Du premier de la liste, l'Irak, jusqu'au dernier, Chypre, on aurait grand peine à en trouver qui aient pu échapper aux conflits internes ou externes. Dans les pays arabes, les seules exceptions sont l'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe : EAU, Oman, Qatar, Bahreïn, à l'exception notable du Koweït. Ailleurs, le Yémen, la Syrie, la Jordanie, la Palestine, le Liban, ont subi la violence à des doses variables. Dans les pays non-Arabes, peu de pays qui n'aient connu de troubles, depuis les guerres, externes ou internes, ouvertes ou larvées : Iran, Turquie, Israël, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie, Chypre, jusqu'à ceux où les conflits, de type souvent ethniques, sont moins violents: Ouzbékistan, Kazakhstan et Kirghizistan.

Si le poids des conflits sur les migrations, les déplacements de population et la mortalité est omniprésent, il apparaît plus contrasté sur la transition de la fécondité. Neutre ou faible dans certains cas: Koweït, Iran, Turquie, Asie centrale (sauf Tadjikistan), accélérant -peu- la transition dans d'autres : Liban¹⁴, Chypre, Arménie et Géorgie. Au Tadjikistan, en revanche, la guerre civile de 1992-1995, a beaucoup contribué à

¹⁴ Myrian Khat, Mary Deeb, Youssef Courbage, "Fertility levels and differentials in Beirut during wartime: an indirect estimation based on maternity registers, *Population Studies*, March 1997, p 85-92.

l'accélération de la baisse de la fécondité¹⁵. Mais les conflits peuvent retarder la transition: Syrie, Israël, Palestine, Jordanie et probablement au Yémen.

Les résistances délibérées à la transition démographique sont d'essence politique, parfois avec un habillage religieux. La religion peut jouer le rôle de marqueur identitaire pour des groupes nationaux, ethniques ou confessionnels en conflit. En plus, comme les religions monothéistes sont toutes pro-natalistes, elles peuvent facilement servir de couverture à des intentions moins affichées. La forte fécondité peut être considérée, à l'occasion, comme un attribut de ce groupe, sans compter qu'elle lui permet de conforter ses positions dans une situation de conflit ouvert ou larvé. On le voit, les préoccupations politiques ne sont pas éloignées. Les groupes les plus féconds qui sont stigmatisés par les moins féconds, en raison précisément de leur forte fécondité, peuvent parfois s'en enorgueillir, sans considérer qu'il s'agit d'une tare dont il convient de se débarrasser.

La démographie du Proche-Orient en atteste de manière lumineuse. Les Palestiniens, lorsqu'ils étaient très féconds, avant 2000, l'étaient-ils parce que musulmans ou à cause du conflit israélo-palestinien? Les compétitions inter-juives en Israël entre religieux et laïcs, où la démographie joue un rôle majeur sont-elles religieuses ou politiques? Les chiïtes du Liban faisaient-ils plus d'enfants (jusqu'à la fin de la guerre) parce que musulmans ou pour améliorer leur position de minoritaires? En Syrie, comment comprendre les fortes fécondités sunnites, simplement par leur adhésion au sunnisme ou encore par un retard de développement?

Des résistances délibérées à la transition existent et expliquent pourquoi l'analyse par les facteurs socioéconomiques peut nous laisser sur notre faim. L'Irak aurait pu être

¹⁵ Sophie Hohmann, Michel Garenne, "Changing sex ratios at birth during the civil war in Tajikistan: 1992-1995", *IUSSP International Conference*, Marrakech, 2009.

un laboratoire des différences inter religieuses, inter confessionnelles et inter ethniques, s'il n'avait pas été ravagé par les guerres en cascade.

L'islam, dans ses différentes dénominations : sunnite, chiite ou kharijite, ou également dans ses ramifications hétérodoxes: druze, alaouite, ismaélienne... est la religion omniprésente : neuf habitants sur dix (91%). Mais la diversité religieuse existe aussi, au Liban, en Irak, en Syrie, en Palestine, en Jordanie, au Kazakhstan. En Israël, bien sûr. Dans les pays dits chrétiens : Géorgie, Arménie et Chypre, il existe d'importantes minorités musulmanes, au Kazakhstan surtout. En péninsule arabique, des minorités religieuses, chrétienne, hindouiste, bouddhiste, sikh... se rencontrent au sein des travailleurs immigrés, arabes ou asiatiques.

Ce foisonnement religieux permet de s'interroger sur le poids de l'islam sur la fécondité. Les religions monothéistes sont toutes natalistes, on l'a dit. Mais de là à inférer le comportement effectif des musulmans à partir d'un dogme nataliste, serait aussi vain que de dériver la démographie des catholiques des injonctions du Vatican. Pourtant, ces inférences audacieuses ne sont pas inexistantes, dans la lignée de D. Kirk¹⁶, qui croyait avoir mis en évidence des lois générales sur la démographie musulmane:

- Elle est universellement élevée,
- Elle ne manifeste aucune tendance importante à la baisse,
- Elle reste supérieure à celle des adeptes des autres religions.

Il est vrai que la fécondité des années 60 pouvait lui donner raison. Près de 7 enfants par femme dans la région dans son ensemble, 8 enfants chez les Arabes, 6,5, chez les non-Arabes. La fécondité était alors bien plus élevée en islam que dans les autres religions, à en juger par la différence entre le Liban : 5,7 enfants (à moitié chrétien *grosso*

¹⁶ Dudley Kirk, « Factors Affecting Moslem Natality », in Bernard Berelson, *Family Planning and Population Programs*, Chicago, 1966.

modo alors) et la Syrie surtout musulmane : 7,8 enfants, l'Azerbaïdjan : 5,6 comparé aux 4,5 de l'Arménie et aux 3 de la Géorgie. Chypre (malgré sa minorité turque) se contentait de 3,7 enfants tandis que la Turquie à côté en avait deux fois plus : 6,9.

Arrêtons nous un instant sur deux sous-groupes: les pays arabes, dont la fécondité a certes beaucoup baissé de 7,92 enfants en phase pré-transitionnelle à 3,58 aujourd'hui, mais qui reste élevée selon les standards mondiaux et les pays musulmans non-arabes (Iran, Turquie, Asie centrale) où, avec 2,02 enfants seulement, elle est inférieure au seuil de remplacement (au niveau de la France). Si l'on veut rester superficiel - ou au contraire paraître très savant-, on dira que les Arabes seraient plus « musulmans » que les non-Arabes, parce que l'islam est né chez eux. Leur fécondité plus élevée s'expliquerait par leur religiosité islamique plus forte. Les déterminants de la fécondité ne sont pas d'un grand secours : l'alphabétisation des femmes jeunes est plus étendue dans les pays non-arabes : 97% que dans les pays arabes : 84%. Mais la mortalité infantile y est plus élevée et l'urbanisation moindre. Une autre explication est que la patrilinéarité absolue - caractéristique du monde arabe, bien antérieure à l'islam - va *decrecendo* au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur du monde arabe. Ce besoin de descendance par les fils, expliquerait, plus que la religion, le refus de descendance exclusivement féminines et le maintien d'une fécondité plus élevée et un indice de plus de 3 enfants, de la Syrie au Koweït, de l'Irak au Yémen.

Dans le conflit de civilisations, l'approche de Huntington, fait la part belle à la croissance rapide de la population et à l'« explosion » démographique des jeunes. C'est ce qui dans le monde musulman et surtout arabe, nourrirait le fondamentalisme, le

terrorisme, l'insurrection et la migration: «*The resurgence of Islam has been fuelled by spectacular rates of growth* »¹⁷.

La clé « musulmane », on l'a vu pour les pays non-Arabes, n'ouvre aucune porte, avec les bas niveaux de fécondité d'Iran, de Turquie, d'Asie centrale¹⁸. Et qu'en est-il alors des pays arabes? L'indice de fécondité moyen reste élevé. Mais il a déjà beaucoup baissé au Liban, mais aussi dans les pays du Golfe : Emirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Bahreïn surtout (2,3). Ces pays qui avaient tout pour préserver une fécondité élevée, montrent au contraire que la résistance à la transition est vaine, qu'elle n'est qu'une phase transitoire. Même le principe patrilinéaire –là où il aurait du s'affirmer avec force- a du y céder du terrain devant les impératifs de la modernisation.

¹⁷ Samuel Huntington, *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon and Shuster, New York, 1996, p.116. Ailleurs il écrit: "Population growth in Muslim countries and particularly the expansion of the 15-24, provides recruitment for fundamentalism, insurgency and migration. Economic growths strengthens Asian government, demographic growth threatens Muslim governments and non-Muslim societies » (Huntington, page 103). Pour l'anecdote, pourquoi ne pas signaler aussi qu'Oussama Ben Laden était originaire de ce Yémen que l'on a vu le plus prolifique de ces pays, où les femmes avaient en moyenne quelques neuf enfants (8,7). Lui-même a eu 53 frères, demi-frères et sœurs.

¹⁸ Bien entendu, les contradicteurs pourraient rétorquer que les pays chrétiens, Géorgie, Arménie et Chypre ont des fécondités plus basses, que par conséquent, la transition de la fécondité musulmane resterait hésitante, sinon bloquée.

COMPLEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Youssef COURBAGE, Philippe FARGUES, *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, Paris, Fayard/Payot, 1997.

Youssef COURBAGE, 2. Youssef Courbage, *New Demographic scenarios in the Mediterranean Region*, 200 pages, site WebINED, <http://www.ined.fr/englishversion/publications/collections/courbage/td142A.htm>, 2002.

Philippe FARGUES, « Women and Demography in Islamic Cultures », *Santé de la femme : journée annuelle*, Beyrouth, 2001.

Philippe FARGUES, « Comprendre le monde arabe par la démographie : entretien », *Esprit*, janvier 2002.

Gavin JONES, "A demographic perspective on the Muslim world", *Journal of Population Research*, N°2, November 2006.

Yves MONTENAY (ed.), « Le monde arabe et le poids du nombre », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 88, décembre 2007.

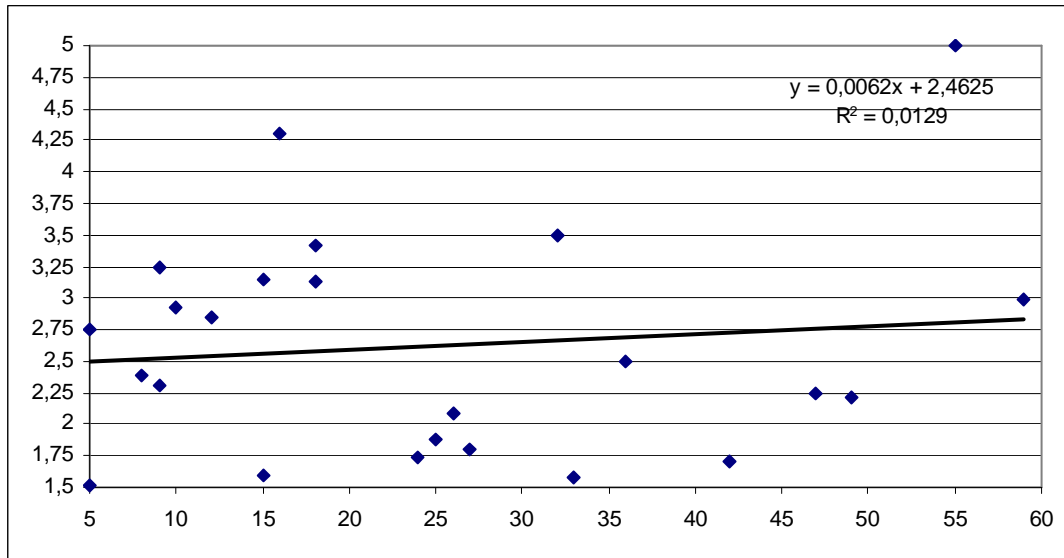
Carla OBERMEYER-MAKHLOUF, "Islam, women and politics, the demography of Arab Countries", *Population and Development Review*, N°1, March 1992.

Xavier de PLANHOL, *Les nations du Prophète-manuel géographique de politique musulmane*, Fayard, 1993.

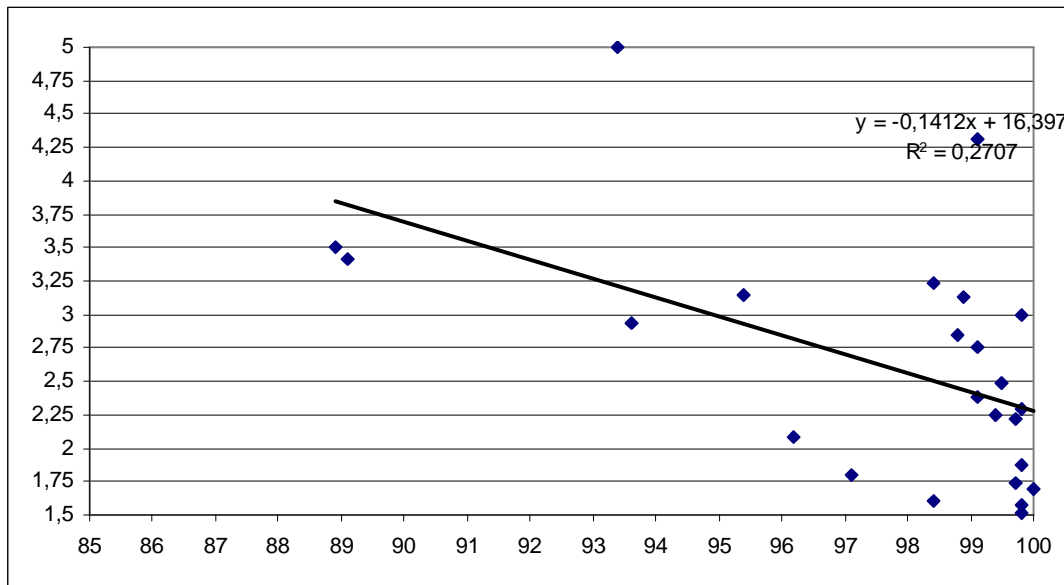
Emmanuel TODD, *L'enfance du monde, structure familiales et développement*, Seuil, Paris, 1984.

John WEEKS, The Demography of Islamic Nations, *Population Bulletin*, N°4, December 1988.

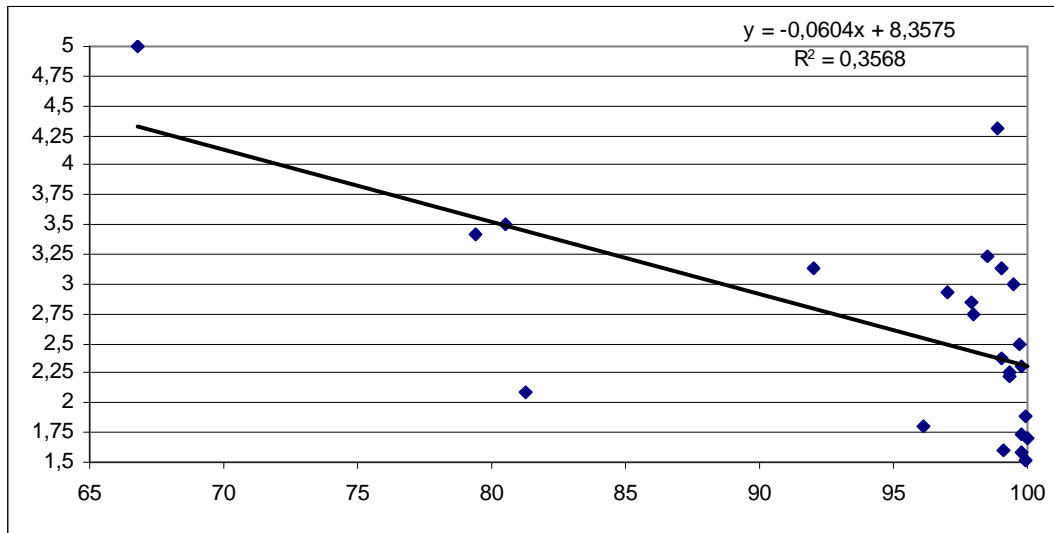
ANNEXE REGRESSIONS LINEAIRES DE L'INDICE DE FECONDITE ET DECERTAINES VARIABLES EXPLICATIVES



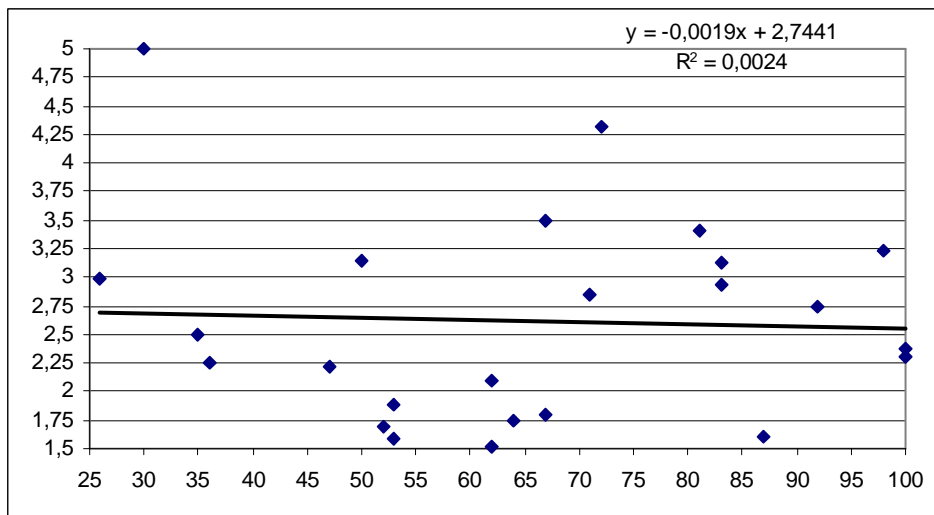
Indice de fécondité/Taux de mortalité infantile



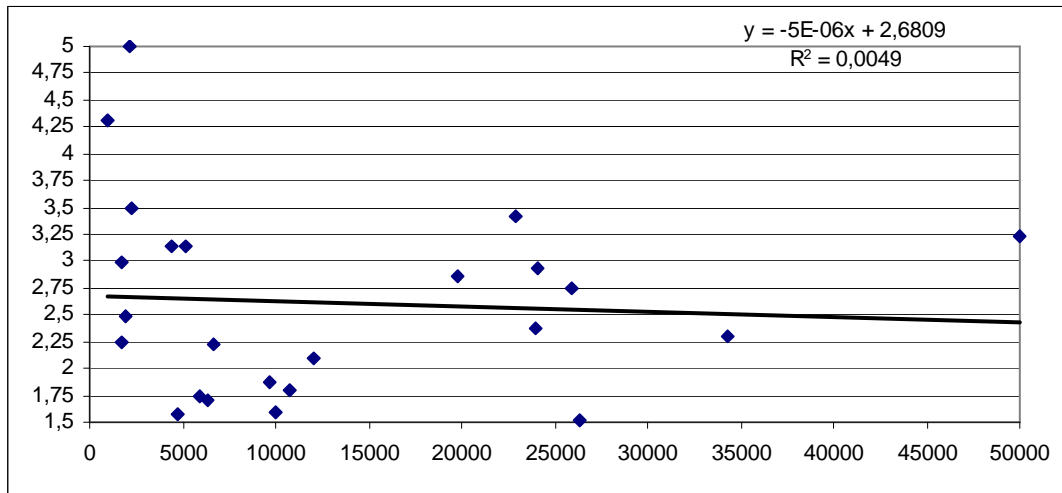
Indice de fécondité/taux d'alphabétisme masculin 15-24 ans



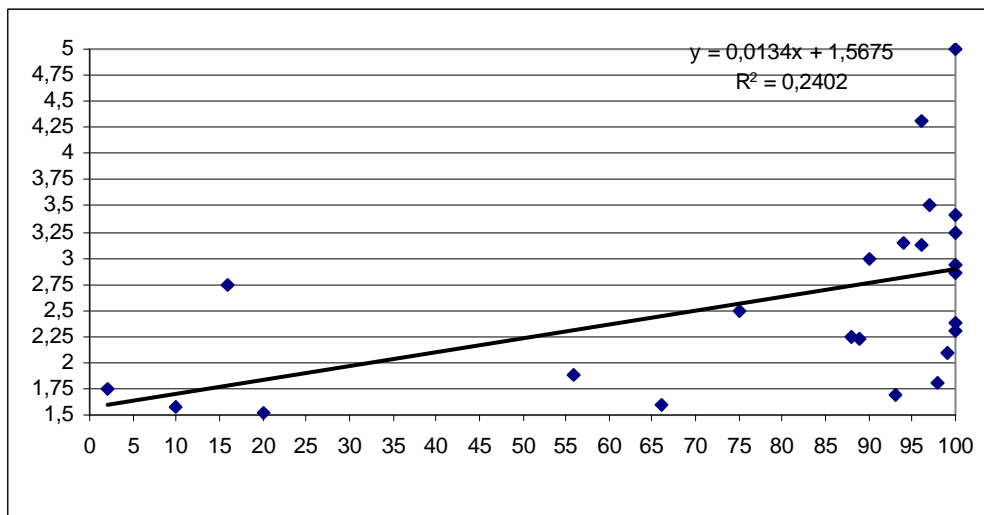
Indice de fécondité/taux d'alphabétisme masculin 15-24 ans



Indice de fécondité/taux d'urbanisation



Indice de fécondité/PIB per capita



Indice de fécondité/ Proportions de musulmans

**REGRESSION
MULTIPLE DE
L'INDICE DE
FECONDITE**

<i>Statistiques de la régression</i>	
Coefficient de détermination multiple	0,681
Coefficient de détermination R ²	0,464
Coefficient de détermination R ²	0,275
Erreur-type	0,755
Observations	24

**ANALYSE DE
VARIANCE**

	<i>Degré de liberté</i>	<i>Somme des carrés</i>	<i>Moyenne des carrés</i>	<i>F</i>
Régression	6	8,38355185	1,397258642	2,453766615
Résidus	17	9,680381483	0,569434205	
Total	23	18,06393333		

	<i>Coefficients</i>	<i>Erreur-type</i>	<i>Statistique t</i>	<i>Probabilité</i>
Constante	6,354	6,704	0,948	0,356
Taux de mortalité infantile	-0,010	0,020	-0,493	0,628
Taux d'alphabétisation 15-24 ans, hommes	0,011	0,090	0,125	0,902
Taux d'alphabétisation 15-24 ans, femmes	-0,054	0,033	-1,617	0,124
% population urbaine	-0,002	0,015	-0,144	0,887
PIB per capita	0,000	0,000	-0,333	0,743
% musulmans	0,010	0,006	1,771	0,094